

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 16115. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 14 octobre 1985, nos L 273 et C 263; du 15 octobre 1985, nos C 264 et L 274; du 16 octobre 1985, nos C 265 et L 275; du 17 octobre 1985, nos L 276, L 277 et C 266; du 18 octobre 1985, nos C 267 et L 278; du 19 octobre 1985, nos C 268 et L 279; du 21 octobre 1985, n° C 269; du 22 octobre 1985, nos C 270 et L 280; du 23 octobre 1985, nos C 271, C 272 et L 281, p. 16116.

Ministère des Finances

Administration des Douanes et Accises. Publications faites en application de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises. Contingent tarifaire, p. 16137. — Préférences tarifaires généralisées, p. 16137. — Tarif Yougoslavie, p. 16138. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Publications prescrites par l'article 770 du Code civil. Successions en déshérence, p. 16138.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Juridictions du travail. Avis aux organisations représentatives de travailleurs: Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier appartenant au régime linguistique néerlandais au Tribunal du travail de Bruxelles, p. 16139.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES FINANCES

F 85 — 2272

11 OCTOBRE 1985. — Arrêté ministériel approuvant une modification au règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles

Le Ministre des Finances,
Le Secrétaire d'Etat aux Finances,

Vu la loi du 20 février 1978 (1) relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1979 (2) relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, modifié par l'arrêté royal du 24 avril 1984 (3), notamment les articles 27 et 28;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 1979 (2) relatif aux entrepôts douaniers, notamment les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté ministériel du 2 décembre 1976 (4) approuvant le règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles;

Vu la délibération de la Commission administrative de l'entrepôt public de Bruxelles, en date du 25 juin 1985, et l'approbation par le conseil d'administration de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles en date du 26 juin 1985,

Arrêtent :

Article 1er. Est approuvée la délibération de la Commission administrative de l'entrepôt public de Bruxelles en date du 25 juin 1985, apportant au règlement spécial de cet entrepôt la modification figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1985.
Bruxelles, le 11 octobre 1985.

Le Ministre des Finances,
F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
L. WALTNIEL

- (1) *Moniteur belge* du 22 mars 1978.
(2) *Moniteur belge* du 7 mars 1979.
(3) *Moniteur belge* du 18 mai 1984.
(4) *Moniteur belge* du 4 décembre 1976.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 16115. — Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 14 oktober 1985, nrs. L 273 en C 263; van 15 oktober 1985, nrs. C 264 en L 274; van 16 oktober 1985, nrs. C 265 en L 275; van 17 oktober 1985, nrs. L 276, L 277 en C 266; van 18 oktober 1985, nrs. C 267 en L 278; van 19 oktober 1985, nrs. C 268 en L 279; van 21 oktober 1985, nr. C 269; van 22 oktober 1985, nrs. C 270 en L 280; van 23 oktober 1985, nrs. C 271, C 272 en L 281, bl. 16116.

Ministerie van Financiën

Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Tariefcontingenten, bl. 16137. — Algemene tariefpreferenties, bl. 16138. — Tarief Joegoslavië, bl. 16138. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschappen, bl. 16138.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Arbeidsgerechten. Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider van het Nederlands taalstelsel bij de Arbeidsrechtbank te Brussel, bl. 16139.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 85 — 2272

11 OKTOBER 1985. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van een wijziging aan het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel

De Minister van Financiën,
De Staatssecretaris voor Financiën,

Gelet op de wet van 20 februari 1978 (1) betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1979 (2) betreffende de douane-entrepots en de tijdelijke opslag, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 april 1984 (3), inzonderheid op de artikelen 27 en 28;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 februari 1979 (2) betreffende de douane-entrepots, inzonderheid op artikelen 7 en 8;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 december 1976 (4) houdende goedkeuring van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel;

Gelet op de beslissing van de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Brussel d.d. 25 juni 1985 en op de goedkeuring door de Raad van beheer van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel, d.d. 26 juni 1985,

Besluiten :

Artikel 1. Goedgekeurd wordt de beslissing van de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Brussel, d.d. 25 juni 1985, waar bij het bijzonder reglement van dat entrepot wordt gewijzigd zoals aangegeven in de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1985.
Brussel, 11 oktober 1985.

De Minister van Financiën,
F. GROOTJANS
De Staatssecretaris voor Financiën,
L. WALTNIEL

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1978.
(2) *Belgisch Staatsblad* van 7 maart 1979.
(3) *Belgisch Staatsblad* van 18 mei 1984.
(4) *Belgisch Staatsblad* van 4 december 1976.

Annexe à l'arrêté ministériel du 11 octobre 1985

Au cours de sa séance du 25 juin 1985, la Commission administrative de l'entrepôt public de Bruxelles a pris la délibération suivante :

1. L'article 19 du règlement spécial de l'entrepôt public de Bruxelles est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 19. Le tarif des droits de magasin applicable pour :

- l'entrepôt public dépendant du bureau des douanes de Bruxelles 1;
- l'entrepôt public et les succursales dépendant du bureau des douanes de Bruxelles 2,

est fixé comme suit :

1^o Marchandises en provenance de pays tiers à la C.E.E. arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public :

a) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans les locaux.....	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A.	exemption	pour le temps pendant lequel le dépôt dans le magasin spécial est autorisé
	autres envois :		
	par 100 kg poids brut.....	8 F	
	minimum par colis	8 F	
b) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel sur le quai ou dans la cour.....	par 100 kg poids brut.....	5 F	
	par 1 000 kg poids brut.....	18 F, sans que le droit puisse dépasser 180 F par wagon, camion ou remorque	
c) lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement.....	minimum par wagon, camion ou remorque.....	81 F	

2^o Marchandises en provenance de la libre pratique des Etats membres de la C.E.E. arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public :

- le séjour des marchandises ne dépasse pas trois jours ouvrables (samedi, dimanche et jours fériés non compris) : exemption;
- le séjour des marchandises dépasse trois jours ouvrables :

a) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel dans les locaux.....	petits envois pouvant bénéficier en tant que tels de la franchise des droits et de la T.V.A.	exemption	pour le temps pendant lequel le dépôt dans le magasin spécial est autorisé
	autres envois :		
	par 100 kg poids brut.....	8 F	
	minimum par colis	8 F	
b) lorsqu'il y a déchargement total ou partiel sur le quai ou dans la cour.....	par 100 kg poids brut.....	5 F	
	par 1 000 kg poids brut.....	18 F, sans que le droit puisse dépasser 180 F par wagon, camion ou remorque	
c) lorsque, avec l'autorisation de la douane, il n'y a pas de déchargement.....	minimum par wagon, camion ou remorque.....	81 F	

3^o Marchandises en provenance de pays tiers à la C.E.E. ou de la libre pratique des Etats membres de la C.E.E., déposées dans l'entrepôt public ou dans les succursales visées à l'article 10 de la loi du 20 février 1978 :

a) lorsque le dépôt a lieu dans un local réservé :

caves : par m² et par mois : 20 F;

rez-de-chaussée : de l'entrepôt public — Bâtiment B (DE.1) et bâtiment J (DE.2) : par m² et par mois : 42 F;

des succursales : par m² et par mois : 44 F.

Le deuxième étage du bâtiment C doit être considéré comme un rez-de-chaussée, étant donné qu'il est desservi par des rampes d'accès pour camions. Le droit de magasin en vigueur pour le rez-de-chaussée s'applique à cet étage : 44 F.

étages : de l'entrepôt public — Bâtiment B (DE.1) et bâtiment J (DE.2) : par m² et par mois : 38 F;
des succursales : par m² et par mois : 43 F.

Ces droits de magasin des locaux réservés seront adaptés annuellement, le 1er janvier, à l'indice des prix de détail, sans pouvoir excéder le maximum de 56 F par m² et par mois.

b) lorsque le dépôt a lieu ailleurs que dans un local réservé :

Désignation des marchandises	Unité	Taux du droit par mois
Sucres bruts, cristallisés ou raffinés.....	100 kg poids brut	2,40 F
Vins, alcools, eaux-de-vie et liqueurs, en récipients contenant plus de 2 litres	100 kg poids brut	11,55 F
Tabacs non fabriqués	100 kg poids brut	11,55 F
Tracteurs de toute espèce, automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé	pièce	644 F
Marchandises (autres que les tracteurs, les automobiles pour le transport de personnes ou de marchandises, les châssis d'automobiles, importés à l'état non emballé) qui, en raison de leur volume ou de leur poids élevé, sont laissées en dépôt dans la cour de l'entrepôt.....	100 kg poids brut	13,50 F
Toutes autres marchandises emmagasinées :		
— dans l'entrepôt public — Bâtiment B (DE.1) et bâtiment J (DE.2)	100 kg poids brut	19 F
— dans les succursales	100 kg poids brut	22 F

2. La présente délibération entrera en vigueur après approbation par la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles et par le Ministre des Finances.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 11 octobre 1985.

Le Ministre des Finances,
F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
L. WALTNIEL

Bijlage bij het ministerieel besluit van 11 oktober 1985.

Tijdens haar vergadering van 25 juni 1984 heeft de Bestuurscommissie van het openbaar entrepot te Brussel de volgende beslissing getroffen :

« 1. Artikel 19 van het bijzonder reglement van het openbaar entrepot te Brussel wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 19. Het tarief van de magazijnrechten van toepassing voor :

— het openbaar entrepot afhankelijk van het douanekantoor Brussel 1 ;

— het openbaar entrepot en de hulpinrichtingen afhankelijk van het douanekantoor Brussel 2, wordt vastgesteld als volgt :

1^o Goederen herkomstig uit derde landen t.o.v. de E.E.G. welke ter bestemming van het bijzonder magazijn van het openbaar entrepot toekomen :

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in de lokalen wordt gelost	kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten	vrijstelling	voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is
	andere zendingen :		
	per 100 kg brutogewicht	8 F	
	minimum per collo	8 F	
b) wanneer geheel of gedeeltelijk op de loskade of de binnenplaats wordt gelost			
	per 100 kg brutogewicht	5 F	
c) wanneer, met toelating van de douane, niet wordt gelost	per 1 000 kg brutogewicht	18 F, zonder dat het recht per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 180 F mag te boven gaan	
	minimum per wagon, vrachtwagen aanhangwagen of oplegger	81 F	

2^o Goederen herkomstig uit het vrije verkeer in de Lid-Staten van de E.E.G. welke ter bestemming van het bijzonder magazijn van het openbaar entrepot toekomen :

— de duur van opslag van de goederen overschrijdt geen drie werkdagen (zaterdag, zondag en wettelijke feestdag niet inbegrepen) : vrijstelling;

— de duur van opslag van de goederen overschrijdt drie werkdagen :

a) wanneer geheel of gedeeltelijk in de lokalen wordt gelost	kleine zendingen die als zodanig vrijstelling van rechten en BTW genieten	vrijstelling	voor de tijd gedurende welke de opslag in het bijzonder magazijn geoorloofd is
	andere zendingen :		
	per 100 kg brutogewicht	8 F	
	minimum per collo	8 F	
b) wanneer geheel of gedeeltelijk op de loskade of de binnenplaats wordt gelost			
	per 100 kg brutogewicht	5 F	
c) wanneer, met toelating van de douane, niet wordt gelost	per 1 000 kg brutogewicht	18 F, zonder dat het recht per wagon, vrachtwagen, aanhangwagen of oplegger 180 F mag te boven gaan	
	minimum per wagon, vrachtwagen aanhangwagen of oplegger	81 F	

3^o Goederen uit derde landen t.o.v. de E.E.G. of in het vrije verkeer in de Lid-Staten van de E.E.G., opgeslagen in het openbaar entrepot of in de hulpinrichtingen bedoeld in artikel 10 van de wet van 20 februari 1978 :

a) wanneer de goederen worden opgeslagen in een voorbehouden lokaal :

kelders : per m² en per maand : 29 F;

gelijkvloers : van het openbaar entrepot — Gebouw B (DE.1) en gebouw J (DE.2) : per m² en per maand : 42 F;

van de hulpinrichtingen : per m² en per maand : 44 F.

De tweede verdieping van het gebouw C is te beschouwen als een gelijkvloers gezien zij door toegangshellingen voor de vrachtwagens bediend wordt. Daar is het magazijnrecht van het gelijkvloers van kracht : 44 F.

verdiepingen : van het openbaar entrepot — Gebouw B (DE.1) en gebouw J (DE.2) : per m² en per maand : 38 F;

van de hulpinrichtingen : per m² en per maand : 43 F.

De magazijnrechten voor de voorbehouden lokalen zullen jaarlijks op 1 januari aangepast worden aan het indexcijfer der kleinhandelprijzen, zonder het maximum van 50 F per m² en per maand te mogen overtreffen.

b) wanneer de goederen worden opgeslagen elders dan in een voorbehouden lokaal :

Omschrijving van de goederen	Eenheid	Heffingsvoet van het recht per maand
Ruwe suiker, kristalsuiker en geraffineerde suiker	100 kg brutogewicht	2,40 F
Wijn, alcohol, brandewijn en likeuren in recipiënten inhoudende meer dan 2 liter	100 kg brutogewicht	11,55 F
Niet gefabriceerde tabak	100 kg brutogewicht	11,55 F
Tractors van alle soorten, automobielen voor personen- of goederenvervoer, chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd	per stuk	644 F
Goederen (andere dan tractors, automobielen voor personen- of goederenvervoer, chassis voor automobielen, onverpakt ingevoerd), die wegens hun omvang of hun aanzienlijk gewicht worden opgeslagen op de binnenplaats van het entrepot	100 kg brutogewicht	13,50 F
Overige goederen opgeslagen : . .		
— in het openbaar entrepot — Gebouw B (DE.1) en gebouw J (DE.2)	100 kg brutogewicht	19 F
— in de hulpinrichtingen	100 kg brutogewicht	22 F

2. Deze beslissing treedt in werking na goedkeuring door de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen te Brussel, en door de Minister van Financiën. »

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 11 oktober 1985.

De Minister van Financiën,
F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Financiën,
L. WALTNIEL

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

I. 85 — 2273

24 OCTOBRE 1985

Arrêté royal portant homologation de normes belges élaborées par l'Institut belge de normalisation (IBN)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1976 relatif à l'homologation ou l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de normalisation,

Vu l'avis du Commissaire du Gouvernement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont approuvées les normes belges mentionnées ci-après. Les indicatifs de ces normes doivent être précédés du sigle « NBN ».

B 14-001	Mortiers de maçonnerie (1e éd.)
B 15-206	Béton frais — Echantillonnage (2e éd.)
B 15-223	Essais des bétons — Usure (2e éd.)

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 — 2273

24 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit houdende bekrachtiging van Belgische normen uitgewerkt door het Belgisch instituut voor normalisatie (BIN)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de bekrachtiging of de registratie van de door het Belgisch instituut voor normalisatie openbaar gemaakte normen,

Op voordracht van Onze Minister van Economische Zaken

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden goedgekeurd, de hierna vermelde Belgische normen. De aanwijzers van deze normen dienen voorafgegaan te worden door het letterwoord « NBN ».

B 14-001	Metselmortel (1e uitg.)
B 15-206	Betonspecie — Monsterneming (2e uitg.)
B 15-223	Proeven op beton — Afslijting (2e uitg.)